



Le patrimoine économique national en 2022

Une croissance modérée par le repli des prix du foncier



Fin 2022, le patrimoine économique national s'est élevé à 20 052 milliards d'euros. Sa croissance a été moins soutenue qu'en 2021 (+ 5,6 %, après + 9,1 %). En particulier, le patrimoine des ménages s'est stabilisé après une forte hausse (+ 0,3 %, après + 8,7 % en 2021) en raison du repli des prix des terrains bâtis, et a atteint 14 791 milliards d'euros. Dans le même temps, le patrimoine des sociétés non financières (+ 18,3 %, après + 8,7 % en 2021) comme celui des administrations publiques ont augmenté notamment en raison de l'effet comptable de la baisse de la valeur de marché de la dette et de la hausse des actifs immobiliers. À l'inverse, le patrimoine des sociétés financières a diminué, il a atteint 395 milliards d'euros.

Inès KARMOUS

Institut national de la statistique et des études économiques – Insee

Code JEL
E60

Aurélien RAVARY

Banque de France

Parution simultanée avec *Insee Première* n° 1967 le 20 septembre 2023.

20 052 milliards d'euros

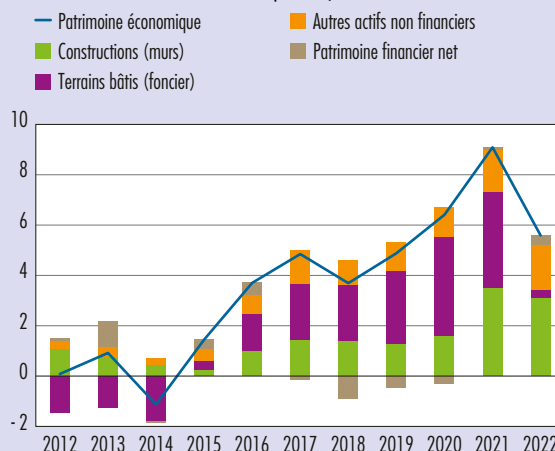
le patrimoine économique national
fin 2022

+ 5,6 %

la variation du patrimoine économique national
enregistrée en 2022

Évolution du patrimoine de l'économie nationale et contributions à l'évolution

(évolution en %, contributions en points)



Lecture : Fin 2022, la construction contribuait pour 3,1 points à la croissance du patrimoine économique national.

Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2014.



Fin 2022, le **patrimoine** économique national s'élevait à 20052 milliards d'euros en France, soit 9,5 fois le produit intérieur net de l'année (cf. encadré 1). Après plusieurs années de forte croissance (cf. graphique), la progression du patrimoine économique national a ralenti (+ 5,6%, après + 9,1%) en raison de la dynamique des actifs non financiers (+ 5,2%, après + 8,9%), du fait du repli du prix du foncier (- 0,8%, après + 8,3%) et malgré la hausse des prix de la construction (notamment non résidentielle, qui a progressé de 9,3%, après 7,0%). Durant les années précédentes, la valeur des terrains bâtis était le premier facteur de croissance du patrimoine total. Les **biens immobiliers** (construction et terrains bâtis) représentent le principal actif détenu par les différents acteurs économiques, leur valorisation influence donc fortement les variations de patrimoine principalement via le prix des terrains bâtis. Ce facteur concerne principalement les ménages, largement propriétaires de murs et de terrains, et dans une moindre mesure les administrations publiques, tandis que les entreprises, qu'elles soient financières ou non, y sont moins sensibles.

Les **actifs** et les **passifs financiers** se sont repliés en 2022 (respectivement - 2,7% et - 2,9%, après + 10,1% et + 10,0%) (cf. tableau 1 *infra*). Cette contraction du patrimoine financier national s'explique par la baisse du prix des actions au premier semestre et par la hausse des taux d'intérêt au second (cf. encadré 2 *infra*).

En 2022, dans le sillage de la baisse des marchés boursiers (- 10,3% pour le SBF 120, après + 26,2%

ENCADRÉ 1

À quels agrégats rapporter le patrimoine économique?

Le **produit intérieur brut (PIB)**, 2361 milliards d'euros en 2022) est égal à la somme des valeurs ajoutées nouvellement créées par les unités productrices résidentes au cours d'une période donnée, évaluées aux prix du marché.

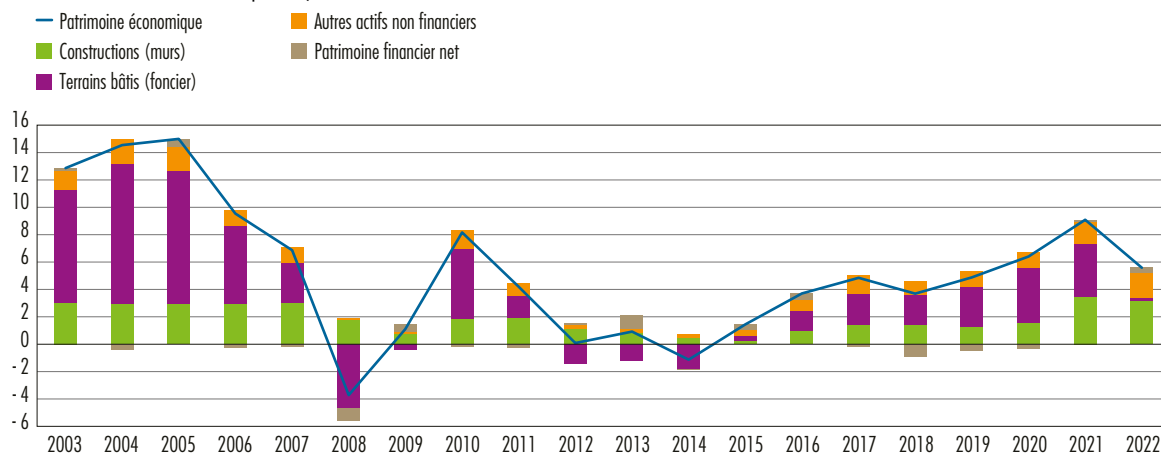
Le **produit intérieur net (PIN)**, 2107 milliards d'euros en 2022) s'obtient en déduisant du PIB la consommation de capital fixe, qui correspond au coût d'usure du capital au cours de la même période. Il en est de même pour le revenu disponible net par rapport au revenu disponible brut.

Il est plus pertinent de comparer le stock de patrimoine avec des flux macroéconomiques nets plutôt qu'avec des flux bruts. En effet, le patrimoine est lui-même un stock net, qui tient compte de l'état d'usure et d'obsolescence du capital.

en 2021), les actifs et passifs sous forme d'actions se sont repliés (respectivement - 6,2% après + 17,8%, et - 5,8% après + 18,9%). La baisse simultanée des actifs et des passifs financiers a eu des impacts différents : le **patrimoine financier net** des ménages a diminué mais est resté positif, celui des sociétés non financières et des administrations publiques a augmenté tout en demeurant négatif. Quant à celui des sociétés financières, il est devenu négatif en 2022, alors qu'il était positif en 2021.

Évolution du patrimoine de l'économie nationale et contributions à l'évolution

(évolution en %, contributions en points)



Lecture : Fin 2022, la construction contribuait pour 3,1 points à la croissance du patrimoine économique national.

Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2014.



T1 Le patrimoine des secteurs institutionnels fin 2022

(encours en milliards d'euros; évolution en %)

	Ensemble de l'économie nationale	Ménages ^{a)}	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Évolution du patrimoine de l'économie nationale	
						2020-2021	2021-2022
Actifs non financiers (ANF)	20 089	10 435	6 515	424	2 716	8,9	5,2
Constructions et terrains	15 852	9 481	3 680	337	2 354	9,1	4,3
Logements	5 816	4 737	940	59	80	8,6	6,2
Autres bâtiments et génie civil	2 611	197	1 049	96	1 269	8,2	10,9
Terrains bâtis	7 426	4 547	1 692	182	1 005	9,9	0,7
Machines et équipements	786	45	682	25	35	6,0	7,8
Stocks	677	23	622	–	31	11,2	26,8
Autres actifs produits	844	270	407	22	144	7,8	12,5
Autres actifs non produits	1 931	615	1 123	40	152	8,1	2,6
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :	38 888	6 361	12 738	18 111	1 678	10,1	- 2,7
Numéraire et dépôts	8 830	2 025	1 004	5 524	278	9,3	- 1,5
Titres de créance	3 970	38	59	3 828	45	2,5	- 9,5
Crédits	7 112	11	2 290	4 629	182	5,7	6,6
Actions et parts de fonds d'investissement	13 446	1 816	7 851	3 118	661	17,8	- 6,2
Actions et autres participations hors titres d'OPC ^{b)}	11 525	1 499	7 697	1 822	508	19,5	- 6,3
Titres d'OPC	1 921	317	154	1 296	154	8,5	- 5,6
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2 181	2 000	41	134	5	1,3	- 11,7
Assurance-vie	1 907	1 907	–	–	–	1,6	- 12,1
Ensemble des actifs (A) = (ANF) + (AF)	58 977	16 796	19 253	18 534	4 394	9,7	- 0,2
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :	38 878	2 005	15 251	18 095	3 527	10,0	- 2,9
Numéraire et dépôts	10 034	–	–	9 838	195	10,0	- 0,4
Titres de créance	4 764	–	633	1 687	2 444	1,6	- 9,1
Crédits	6 410	1 747	3 646	635	382	5,8	6,3
Actions et parts de fonds d'investissement (passif en actions)	12 816	12	9 869	2 903	32	18,9	- 5,8
Actions et autres participations hors titres d'OPC	11 018	12	9 869	1 105	32	20,9	- 6,2
Titres d'OPC	1 798	–	–	1 798	–	7,5	- 3,3
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2 224	–	–	2 223	–	1,5	- 11,4
Assurance-vie	1 923	–	–	1 923	–	1,6	- 12,1
Solde des produits dérivés (S)	- 47	–	–	- 45	- 3	ns	ns
Patrimoine financier net = (AF) – (PF) + (S)	- 37	4 356	- 2 513	- 28	- 1 852	- 14,0	- 65,3
Patrimoine (ou valeur nette) = (A) – (PF) + (S)	20 052	14 791	4 002	395	864	9,1	5,6
Fonds propres^{c)} = (patrimoine net) + (passif en actions)	///	///	13 871	3 298	///	///	///

ns : non significatif; – : actif ou passif non détenu; /// : absence de résultats due à la nature des choses.

a) Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

b) Organismes de placement collectif.

c) Les fonds propres des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2014.

1 Le patrimoine des ménages s'est stabilisé en 2022

soit 9,3 fois le revenu disponible net des ménages (après 9,1 fois en 2021).

Fin 2022, le patrimoine des ménages (73,8% du patrimoine économique national) est resté stable après une forte hausse en 2021 (+ 0,3%, après + 8,7%); il s'est établi à 14 791 milliards d'euros (cf. tableau 2 *infra*),

Le patrimoine non financier des ménages a continué de croître, mais à un rythme moins soutenu que les années précédentes (+ 3,8%, après + 9,2%), pour atteindre 10 435 milliards d'euros. Ce ralentissement s'explique notamment par celui



T2 Évolution du patrimoine des secteurs institutionnels

(en %)

	Ménages ^{a)}			Sociétés non financières			Sociétés financières			Administrations publiques		
	2010 2020 moy./an	2020 2021	2021 2022	2010 2020 moy./an	2020 2021	2021 2022	2010 2020 moy./an	2020 2021	2021 2022	2010 2020 moy./an	2020 2021	2021 2022
Actifs non financiers (ANF)	2,7	9,2	3,8	3,4	8,5	7,0	4,4	9,9	5,6	2,1	8,7	6,2
Constructions et terrains	2,7	9,1	3,5	2,9	9,1	4,8	4,2	10,7	5,1	2,0	9,2	6,6
Logements	2,9	8,6	6,2	3,5	8,7	6,3	3,7	8,8	6,6	2,7	7,6	5,6
Autres bâtiments et génie civil	-0,1	6,2	8,4	1,9	7,9	10,5	3,9	9,3	10,7	1,5	8,7	11,6
Terrains bâtis	2,6	9,7	0,6	3,2	9,9	0,9	4,5	12,0	2,0	2,6	9,9	1,0
Machines et équipements	-1,5	2,6	5,7	2,4	6,3	7,9	5,1	8,1	10,7	0,0	3,2	5,8
Stocks	0,0	25,9	32,7	3,2	10,8	27,3	-	-	-	4,6	10,2	14,0
Autres actifs produits	2,7	15,4	24,3	3,7	6,1	8,7	5,5	5,6	8,9	1,8	1,8	4,8
Autres actifs non produits	3,6	8,9	0,8	6,2	7,6	3,9	4,8	6,7	4,9	3,8	8,8	0,3
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :	4,1	6,8	-3,6	8,2	15,9	-2,6	4,6	7,9	-2,6	3,6	6,5	-1,7
Numéraire et dépôts	4,7	6,5	4,5	11,1	3,7	1,7	7,3	11,4	-3,7	10,7	7,3	-8,8
Titres de créance	-7,8	-3,5	3,5	-0,9	-6,6	8,9	3,6	2,6	-9,7	-4,8	10,9	-13,7
Crédits	-8,5	-1,1	0,7	7,3	7,6	7,1	4,5	5,1	6,2	1,2	-1,5	9,2
Actions et parts de fonds d'investissement	4,4	13,5	-4,6	10,0	21,2	-7,3	3,1	13,9	-5,1	3,3	10,1	-3,2
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	4,1	1,5	-11,9	-1,4	0,9	-6,5	6,3	-1,8	-10,8	-0,4	-4,4	-6,2
Assurance-vie	4,2	1,6	-12,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des actifs	3,3	8,3	0,9	6,3	13,4	0,4	4,6	7,9	-2,5	2,7	7,8	3,1
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :	2,7	4,7	5,0	7,0	14,5	-3,4	4,6	8,5	-2,0	5,3	2,9	-8,8
Numéraire et dépôts	-	-	-	-	-	-	7,0	10,0	-0,5	6,7	12,2	2,4
Titres de créance	-	-	-	6,8	-0,6	-14,1	1,8	1,1	-0,1	5,8	2,5	-13,2
Crédits	4,0	5,3	4,9	5,9	4,5	6,9	0,0	19,3	7,4	3,1	1,8	4,7
Actions et parts de fonds d'investissement (passif en actions)	4,4	3,5	3,4	8,1	20,8	-6,8	2,6	12,9	-2,6	ns	4,0	2,2
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	-	-	-	-	-	-	4,1	1,5	-11,4	-	-	-
Assurance-vie	-	-	-	-	-	-	4,3	1,6	-12,1	-	-	-
Solde des produits dérivés (S)	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Patrimoine financier net^{b)}	4,7	7,7	-7,1	3,0	8,2	-7,1	2,3	-59,0	-138,0	6,9	0,2	-14,5
Patrimoine (ou valeur nette)	3,3	8,7	0,3	3,7	8,7	18,3	3,6	-13,1	-17,0	-13,3	104,2	121,2
Fonds propres^{c)} des sociétés	///	///	///	6,8	17,6	-0,7	2,7	8,4	-4,6	///	///	///

ns : non significatif ; - : actif ou passif non détenu ; /// : absence de résultats due à la nature des choses.

a) Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

b) Le patrimoine financier net des sociétés non financières et des administrations publiques est structurellement négatif. Aussi, une évolution « positive » traduit-elle une dégradation du patrimoine financier net, qui devient encore plus négatif. À l'inverse, une évolution « négative » traduit une amélioration.

c) Les fonds propres des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2014.

des prix des biens immobiliers (+ 3,5 %, après + 9,1 %), qui constituent 90,8 % des actifs non financiers des ménages. Cette dynamique est principalement le fait des terrains bâtis (+ 0,6 %, après + 9,7 %), tandis que la valeur des logements (hors terrains) est restée portée par la hausse du prix des matières premières (+ 6,2 %, après + 8,6 %).

Le patrimoine financier net des ménages a diminué de 7,1 % en 2022, à 4356 milliards d'euros, après avoir

augmenté de 7,7 % en 2021. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des actifs, les passifs progressant au même rythme qu'en 2021. En effet, les actifs des ménages en assurance-vie, qui représentent 30 % de leurs actifs financiers totaux, ont nettement diminué (- 12,1 %, après + 1,6 %), sous l'effet de la baisse des cours boursiers et de la hausse des taux d'intérêt et en dépit de flux de collecte nets positifs. De fait, les flux nets d'assurance-vie (+ 36,4 milliards) sont restés soutenus, en accélération



par rapport à 2021 (+ 29,0 milliards), en particulier pour les contrats en unités de compte (+ 35,5 milliards, après 27,8 milliards), tandis que les flux nets de contrats en euros sont demeurés faiblement positifs (+ 0,9 milliard, après 1,1 milliard en 2021). Les placements sous forme d'actions et de parts de fonds d'investissement ont quant à eux reculé (- 4,6%, après + 13,5%).

Au passif des ménages, la progression des crédits a légèrement ralenti (+ 4,9%, après + 5,3%). Les flux nets de crédits, constitués essentiellement de crédits immobiliers, se sont élevés à 84 milliards d'euros en 2022. Au cours du premier semestre, les crédits ont fortement augmenté, puis leur progression s'est normalisée au second semestre.

2 Le patrimoine des sociétés non financières a augmenté en 2022

Fin 2022, la valeur nette des sociétés non financières (SNF) s'est fortement accrue (+ 18,3%, après + 8,7%) et a atteint 4 002 milliards d'euros, en progression de 620 milliards d'euros. Elle représentait 20% du patrimoine économique national.

Le patrimoine non financier des SNF a continué de progresser (+ 7,0%, après + 8,5% en 2021), pour s'établir à 6 515 milliards d'euros, en hausse de 428 milliards d'euros. Les biens immobiliers ont contribué à cette croissance, notamment les bâtiments non résidentiels et autres ouvrages de génie civil (+ 1,6 point, après + 1,2 point en 2021). Les encours de stocks ont à nouveau augmenté (+ 27,3%, après + 10,8%), bénéficiant de la hausse des prix sur le gaz notamment. Le contexte conjoncturel fin 2022 a poussé les fournisseurs de gaz à utiliser leur capacité de stockage au maximum, alors que les prix ont plus que doublé.

Le patrimoine financier net des sociétés non financières (SNF) s'est accru de 192 milliards d'euros pour s'établir à - 2 513 milliards d'euros en 2022. Cette évolution s'explique pour moitié par la baisse des cours boursiers, qui a joué à l'actif à travers les détentions des entreprises et au passif sur leurs fonds propres exprimés en valeur de marché, la baisse des passifs l'emportant sur celle des actifs. Dans le détail, l'encours des actions et parts de fonds d'investissement à l'actif a diminué de 616 milliards d'euros (- 7,3%, après + 21,2%), contre une baisse de 715 milliards (- 6,8%, après + 20,8%)

ENCADRÉ 2

Les effets de la hausse des taux d'intérêt sur le patrimoine

Lorsqu'on évalue un encours de dette à taux fixe en valeur de marché, la valeur de cette dette baisse quand les taux d'intérêt montent. De la sorte, un investisseur qui acquiert une dette sur le marché secondaire (à un taux nominal inférieur aux conditions du moment) ou sur le marché primaire (aux conditions du moment) bénéficiera du même rendement réel. Les variations de patrimoine exprimées en valeur de marché rendent compte de ce mécanisme d'égalisation des rendements réels. Symétriquement, le patrimoine des créanciers diminue lorsque les taux montent. Il convient de souligner que la valorisation du patrimoine en valeur de marché a pour objet la description économique du transfert de richesse qui s'opère au détriment des créanciers (ou épargnants) anciens et au profit des emprunteurs, en phase de hausse des taux. Dans le même temps, la hausse des taux a un effet négatif pour les nouveaux emprunteurs (qui empruntent plus cher) et positif pour les nouveaux créanciers (qui prêtent à taux plus élevé). Quant au paiement des intérêts et au remboursement des annuités de la dette à taux fixe contractée avant la hausse des taux, ils ne changent pas, car ils résultent d'un contrat et sont indépendants des conventions de valorisation en valeur de marché.

pour l'encours des actions au passif. La diminution des encours de titres de créance négociables au passif des SNF, sous l'effet notamment de la hausse des taux d'intérêt – qui joue négativement sur la dette en valeur de marché –, explique l'autre moitié (- 104 milliards d'euros) : l'encours de titres de créance a nettement diminué (- 14,1%, après - 0,6%).

Les autres évolutions du bilan financier des entreprises se sont compensées. Au passif, le rythme des crédits contractés s'est accéléré (+ 6,9%, après + 4,5%), en raison notamment du dynamisme des crédits aux grandes entreprises. Cette progression concerne aussi bien les crédits accordés par les institutions financières que les crédits intragroupes, qui jouent également à l'actif des SNF avec des crédits en progression de 7,1%. La croissance des placements en numéraire et dépôts a diminué



(+ 1,7 %, après + 3,7 %). Les SNF ont privilégié les dépôts rémunérés et réduit dans le même temps leurs dépôts à vue et leurs détentions de fonds d'investissement monétaires.

3 La contraction du patrimoine des sociétés financières s'est poursuivie

Fin 2022, le patrimoine des sociétés financières (SF) a diminué d'un peu moins de 100 milliards d'euros (– 17,0 %, après – 13,1 % en 2021) ; il s'est élevé à 395 milliards d'euros, soit 2,0 % du patrimoine économique national.

La moindre valorisation (+ 2,0 %, après + 12,0 %) des terrains bâtis, qui représentent 43,0 % des actifs non financiers des sociétés financières, a entraîné une progression moins soutenue du patrimoine non financier, à + 23 milliards d'euros, soit + 5,6 %, après + 9,9 %. Il a atteint 424 milliards d'euros en 2022.

Le patrimoine financier net des sociétés financières est devenu négatif en 2022 (– 28 milliards d'euros, après 75 milliards d'euros). Cela tient à une structure de bilan liée à leur rôle de financement de l'économie. Ces sociétés financières détiennent à l'actif des portefeuilles de titres (actions, obligations, etc.) et surtout les prêts qu'elles ont accordés, dont une large partie est à taux fixe. Au passif, leur source de financement se compose majoritairement de dépôts (le plus souvent rémunérés à court terme), à côté de titres émis sur le marché. Il en résulte que le repli des cours boursiers et la hausse des taux d'intérêt influent négativement sur leur valeur nette. Ce constat global ne s'applique cependant pas aux sociétés d'assurance, car dans leur cas les variations de prix de leurs actifs se reflètent en miroir par des variations à leur passif.

Les actifs financiers des sociétés financières baissent en 2022 (– 2,6 %), alors qu'ils augmentaient en 2021 (+ 7,9 %), principalement du fait du recul des encours d'actions et de parts de fonds d'investissement (– 5,1 %, après + 13,9 %), sous l'effet de la baisse des cours boursiers. Les passifs financiers des sociétés financières ont diminué (– 2,0 %, après + 8,5 %). Leur passif en numéraire et dépôts a légèrement baissé (– 0,5 %, après + 10,0 %), en lien avec le ralentissement des dépôts effectués par les

ménages et les SNF. Les émissions de titres de créance des sociétés financières ont légèrement diminué (– 0,1 %, après + 1,1 %). Le passif en actions et parts de fonds d'investissement a également diminué (– 2,6 % après + 12,9 %) ainsi que l'encours en assurance-vie (– 12,1 %, après + 1,6 %), en raison d'effets de valorisation négatifs.

4 La croissance du patrimoine net des administrations publiques s'est poursuivie en 2022

Fin 2022, le patrimoine des administrations publiques a crû de 474 milliards d'euros, en hausse pour la deuxième année consécutive. Il s'est élevé ainsi à 864 milliards d'euros, soit 4,3 % du patrimoine économique national, et a atteint son plus haut niveau depuis 2007. Cette augmentation combine une hausse des actifs non financiers et une réduction du passif (évalué à sa valeur de marché).

Le patrimoine non financier a progressé de 159 milliards d'euros en 2022, après une augmentation de 204 milliards d'euros en 2021. Comme en 2021, cette hausse est portée par l'immobilier, qui en constitue 86,7 %, notamment les constructions non résidentielles (bureaux, ouvrages de génie civil, gymnases, établissements scolaires, musées, etc.), qui ont augmenté de 132 milliards d'euros. Cette progression est cependant atténuée par la stabilisation des encours fonciers après une forte hausse en 2021 (+ 1,0 %, après + 9,9 %).

Le patrimoine financier net des administrations publiques s'est établi à – 1 852 milliards d'euros en 2022, après – 2 166 milliards d'euros en 2021. Cette amélioration du patrimoine financier net résulte en grande partie de la diminution du passif financier (– 8,8 %, après + 2,9 % en 2021). En effet, avec la hausse des taux d'intérêt, les encours de titres de créance négociables, qui constituent le principal mode de financement des administrations publiques, ont diminué de 372 milliards d'euros en valeur de marché, bien que les émissions nettes des remboursements soient restées soutenues (+ 100 milliards d'euros, après + 164 milliards d'euros). Ainsi, la dette publique a diminué de 10,4 % en valeur de marché, alors qu'elle a augmenté de 4,5 % pour la dette au sens de Maastricht mesurée en valeur nominale.



ENCADRÉ 3

Sources

Les données sont issues des **comptes nationaux en base 2014**.

Définitions

Le **patrimoine** (ou « **valeur nette** ») est défini comme la différence entre la valeur des actifs (financiers et non financiers) et celle des passifs (par nature financiers). Le **patrimoine financier net** s'obtient par la différence entre la valeur des actifs financiers et celle des passifs.

La valeur des **biens immobiliers** se compose de celle des bâtiments et de celle des terrains sur lesquels ils sont implantés. L'essentiel des plus-values immobilières se concentre sur les terrains.

Les comptes de patrimoine recensent les **actifs** et **passifs** économiques, c'est-à-dire ceux sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés et qui peuvent procurer des avantages économiques à leurs propriétaires. Ils peuvent être financiers ou non financiers, ces derniers pouvant être le résultat de processus de production ou avoir une origine naturelle. Les actifs et passifs sont comptabilisés à leur valeur de marché en fin d'année, sans consolidation intra ni intersectorielle. Cette valeur inclut donc les plus ou moins-values latentes relatives à chaque catégorie d'actifs. Ainsi, la valeur d'un actif ou d'un passif peut varier d'une année à l'autre, même en l'absence de flux nets de transactions, du fait de la fluctuation des prix de marché. Les actions non cotées sont estimées par référence à la valorisation des actions cotées.

La catégorie des **ménages** inclut les particuliers, les entrepreneurs individuels et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Les résultats présentés dans cette publication sont à un niveau agrégé ; ils peuvent être complétés par des analyses sur la répartition du patrimoine entre ménages, fondées sur l'enquête Histoire de vie et Patrimoine.

Les sociétés sont réparties entre **sociétés financières (SF)** et **non financières (SNF)**. Les sociétés financières incluent la banque centrale, les établissements de crédit et assimilés, les institutions financières diverses (entreprises d'investissement, organismes de titrisation notamment), les sociétés d'assurance, les fonds d'investissement monétaires et non monétaires, les auxiliaires financiers et les institutions financières captives.

Les **fonds propres** des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Le montant de la **dette publique (au sens de Maastricht)** est différent de celui du passif des administrations publiques pour trois raisons : i) le périmètre des opérations financières retenues pour la dette publique exclut les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir ; ii) la dette publique est consolidée : elle ne prend pas en compte les dettes entre administrations ; iii) la dette publique est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal.



Bibliographie

Karmous (I.) et Ravary (A.) (2022)

« Le patrimoine économique national en 2021 – La croissance du patrimoine des ménages s'accroît grâce aux prix du foncier », *Insee Première*, n° 1925 / *Bulletin de la Banque de France*, n° 242/4, septembre.

[Télécharger le document](#)

Morvan (F.), Quévat (B.) et Laurent (T.) (2023)

« Les comptes de la Nation en 2022 – L'activité économique achève son rebond, sur fond de forte hausse des prix », *Insee Première* n° 1950, mai.

Éditeur

Banque de France

Secrétaire de rédaction

Alexandre Capony

Directeur de la publication

Claude Piot

Réalisation

Studio Création

Direction de la Communication

Rédaction en chef

Corinne Dauchy

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France

<https://publications.banque-france.fr/>

Rubrique « Abonnement »

